

→ Yartem Pottrain

**Intervention de Pierre Mauroy**  
**Séminaire de San José - Costa-Rica**  
**13/15 septembre 1996**

Je me réjouis vivement d'être parmi vous et j'éprouve un réel plaisir de participer à la séance d'ouverture du séminaire organisé conjointement par la Fondation Ebert, la Fondation Jean Jaurès et le Centre d'Etudes démocratiques d'Amérique Latine (CEDAL), présidé par Luis Alberto MONGE, ancien président de la République.

Monsieur le Président, vous avez assuré la magistrature suprême de votre pays et occupé de hautes fonctions bien différentes :

- président de la Confédération Costaricienne des Travailleurs, (Rerum Novarum)
- député, ministre, ambassadeur,
- co-fondateur du Parti de la Libération nationale PLN

L'autorité, avec la mémoire d'expériences aussi diverses vous la mettez aussi au service d'un centre d'études reconnu, le CEDAL.

Laissez-moi vous dire, Monsieur le Président, que j'ai gardé le meilleur souvenir de votre visite officielle à Paris, les 13 et 14 juin 1984, dans une période capitale pour oeuvrer pour la paix dans cette région du monde et pour institutionnaliser les relations de la Communauté Economique Européenne avec les pays centraméricains. L'ouverture du fameux dialogue de San José a été officialisé les 28 et 29 septembre 1984 avec la participation de Claude Cheysson, ministre des relations extérieures de mon gouvernement, et je n'ai pas oublié votre accueil, ici même et chez vous, alors que j'étais le Président de la FMVJ "Cités Unies". Je veux saluer votre pays, le Costa-Rica et son peuple qui ont une place particulière en Amérique Centrale.

Le Costa-Rica a en effet bénéficié pendant bien des années, grâce à une politique judicieuse de paix et de réussite sociale, d'une stabilité exceptionnelle dans la région. Même si, comme ailleurs, je pourrais dire "comme partout" la situation s'est sensiblement dégradée. C'est d'ailleurs avec ces pensées que j'ai rendu visite au Président Jose Marie FIGUERES qui, depuis le 6 février 1994, est à la tête de l'Etat (mondialisation, globalisation).

Je veux associer à ce destin national si remarquable la contribution exemplaire du Parti de Libération Nationale, le PLN, membre de notre Internationale Socialiste à part entière et nous sommes fiers de son adhésion et de sa participation depuis 1964. Fiers de l'action passée de ceux qui sont sortis de ses rangs pour remplir des fonctions d'Etat.

Ai-je besoin de rappeler ici la figure de votre leader historique, José Figueres "Don Pepe" et celle de Cesar Arias, dont le plan de paix - dit Plan Arias- lui valut le titre de Prix Nobel de la Paix en 1987.

Le PLN s'est maintenu de façon durable associé aux destinées de la nation. Il a contribué grandement à façonner le Costa-Rica moderne. Il a vaillamment assuré sa vocation pacifique et il a développé largement la fonction de l'Etat-providence. Modernité, paix, Etat social, autant de caractéristiques rares dans cette région du monde, que dis-je, rares, somme toute, dans le monde.

C'est donc avec beaucoup de chaleur dans mon propos que je veux saluer le député Rolando Gonzalez, le secrétaire général du PLN qui nous a souhaité la bienvenue et tout particulièrement Rolando Araya, le président du PLN. Il était à New-York, cette semaine, à la tête de la délégation du PLN et le congrès l'a élu vice-président de l'Internationale Socialiste. Je suis heureux de le féliciter publiquement devant vous pour sa contribution personnelle.

Je salue avec grand plaisir les délégations des autres pays de la région : Nicaragua,

Honduras, Panama, Guatemala, El Salvador, et Belice, tous les partis représentés ici sont membres ou proches de notre Internationale Socialiste et il m'est agréable de le souligner devant votre assistance.

Je remercie également toutes les personnalités, intellectuels, chercheurs qui participent au séminaire organisé, vous le savez, par le CEDAL.

- la Fondation Ebert dont nous connaissons la puissance et l'efficacité. Et j'ai écouté avec attention Reiner Radermacher, le représentant de la Friedrich Ebert.

- et pour la Fondation Jean Jaurès, que je préside, et j'associe à cette manifestation, pour leur travail de qualité, vous en jugerez, mes amis Gérard Colomb, Susana Delbo, Guy Carcassonne et Jean-Jacques Kourliansky.

En regrettant comme vous l'absence de José Francisco Pena Gomez, vice-Président de l'Internationale Socialiste et Président du Comité Amérique latine et Amérique centrale. Je connais les raisons de son absence et je forme pour lui des vœux pour une meilleure santé.

Certes, le Costa-Rica, modèle de développement articulant démocratie et protection sociale jusqu'aux années 75 est entré en crise progressive avec les chocs pétroliers, l'endettement et la mondialisation de la concurrence. Une crise qui n'est pas particulière au Costa Rica, qui est une crise mondiale et la question que vous vous posez, que nous nous posons tous, est de savoir comment en sortir. C'est le thème de votre séminaire; C'était le thème à New York de l'Internationale Socialiste. Et c'est sur ce point que je voudrais maintenant apporter ma contribution, en me fondant sur une analyse globale et mondiale sans interférer dans les affaires intérieures du Costa Rica. Quelle politique suivre ? Faut-il encore des politiques sociales à l'heure de la mondialisation ? Faut-il accompagner les régressions sociales, voire les provoquer ? Un monde nouveau. Affirmer que nous vivons dans un nouveau monde ne suffit pas. Il est nécessaire de s'entendre sur ce qui est réellement nouveau et, surtout, en tirer les conséquences politiques.

La rapidité des changements constitue sans doute une nouveauté. Songez qu'en 1986, Mandela était encore en prison. Gorbatchev à peine au pouvoir, le mur de Berlin en place, la révolution conservatrice de Reagan en marche, le Chili toujours sous la dictature de Pinochet, l'Amérique centrale encore plongée dans les conflits, le parti unique roi en Afrique. C'était il y a dix ans : autant dire que c'était il y a un siècle.

L'ampleur des changements constitue sans doute une deuxième nouveauté. Ce n'est pas un monde qui s'achève. Ce sont plusieurs mondes, plusieurs cycles historiques d'inégale longueur et d'inégale importance, qui s'écroulent en même temps sous nos yeux :

- 1917, la révolution russe, et l'affrontement idéologique entre le socialisme et le communisme,

- 1947, la création du Kominorm, et l'affrontement politique - parfois même militaire - entre l'Ouest et l'Est.

- 1964, la première CNUCED, la première conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement et l'affrontement économique entre le Nord et le Sud.

Aujourd'hui, l'Est a implosé, le Sud a éclaté et les points cardinaux, autour desquels notre monde est structuré, ont disparu. La démocratie a accompli des progrès d'une ampleur sans doute sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Mais les désordres du monde demeurent et s'accroissent même parfois :

- les inégalités restent criantes : un récent rapport des Nations-Unies a montré que la fortune des 358 personnes les plus riches du monde est aujourd'hui supérieure au revenu annuel des 45% des habitants les plus pauvres, c'est-à-dire 2,6 milliards de femmes et d'hommes.

- les mouvements de capitaux internationaux, par leur puissance et leur rapidité, transforment les monnaies nationales, même celle des grands pays industrialisés, en des bouchons soumis aux caprices de l'océan, réduisant parfois à néant les efforts acceptés par nos peuples.

- et symbole plus récent encore de ces dérèglements, on a même vu la bourse chuter, à New-York, après l'annonce d'une baisse du chômage.

Dès lors, l'émergence de nouveaux enjeux constitue une troisième nouveauté. Les inégalités évoluent considérablement, aussi bien entre les continents, entre les pays de chaque continent qu'à l'intérieur même de nos pays. Elles concernent autant les revenus que les savoirs, les patrimoines que l'information, la santé que le pouvoir.

Les gouvernements sont de surcroît mobilisés par de nouvelles questions qui touchent à l'environnement, ici l'apparition de nouvelles maladies, ailleurs la drogue, ailleurs encore les migrations, toutes ces questions se trouvant généralement concentrées dans les villes - qui constituent un grand enjeu de civilisation du siècle qui vient.

Et, partout, ce sont les conséquences d'une mondialisation économique, financière, culturelle, ouvrant un nouveau âge du capitalisme, qui ont les conséquences politiques les plus lourdes et les plus décisives pour nous.

Parce que ce monde nouveau est resté un monde inégal mais est devenu un monde global, parce que tous les problèmes ou presque ont acquis une dimension internationale, il nous faut revoir nos modes de pensée et nos modes d'action.

### **Un socialisme rénové.**

Déjà, dans la plupart de nos pays, le discours comme la pratique des socialistes ont profondément changé. A partir d'histoires différentes, sur des rythmes différents, avec des démarches différentes, nous nous sommes dirigés dans une même direction. Les partis sociaux-démocrates européens ont fait leur aggiornamento. Des mouvements issus soit de la prison, soit de l'exil, soit du communisme, soit de la guérilla, nous ont rejoints. Et tous nous avons conservé intactes notre volonté démocratique et nos ambitions sociales, tout en accordant aux équilibres économiques l'attention qu'ils méritent ; bref, nous agissons au cœur de nos systèmes politiques, portant l'espérance de dizaines de millions de militants et de centaines de millions de citoyens.

Reconnaissons-le pourtant : que nous soyons au pouvoir ou dans l'opposition, et quel que soit notre continent, nous avons la conviction qu'il est urgent de reprendre l'offensive.

La manière dont la mondialisation s'est engagée, dominée par le libéralisme - c'est-à-dire notamment, par l'absence de toute réelle politique de coopération - fait que nous retrouvons devant une nouvelle alternative :

- ou poursuivre chacun chez soi, chacun pour soi : constater et déplorer nos impuissances nationales, chercher de maigres marges de manoeuvre, subir l'assaut de tous ceux qui prônent replis identitaires et nationalismes, avec la certitude d'un alignement général par le bas.

- ou à l'inverse, tirer les conséquences de cette mondialisation, prendre conscience de la puissance que nous représentons, définir des réponses collectives au niveau international, créer un rapport de forces politique avec nos adversaires et alors, reprendre l'offensive en se donnant les moyens d'un alignement par le haut.

Je connais les difficultés de cette solution. Mais je crois aussi qu'elle est la plus féconde et qu'il y a urgence à rétablir une convergence entre notre vocation internationaliste et nos intérêts nationaux.

En tout cas, je sais que chacun ici est fier du rôle joué par les sociaux-démocrates dans la construction de l'Etat-providence et refuse ce monde dans lequel la règle sans contrôle d'une soi-disant loi du marché est présentée comme un progrès, même lorsque cette loi ressemble de plus en plus à la loi de la jungle, où les plus faibles ne peuvent qu'espérer survivre misérablement. Nous continuons de refuser avec force de monde-là ! Ce n'est pas seulement le Président de l'Internationale Socialiste qui vous le dit, mais le congrès de New-York qui fera date. Certains ont même déjà dit historique - mais n'allons pas trop vite. Ce sont tous les partis socialistes et sociaux-démocrates du monde.

Mais comment préparer l'Internationale socialiste du XXI<sup>ème</sup> siècle, alors qu'émerge sous nos yeux, ce monde nouveau et que se dessine partout, un socialisme rénové ? Tel est le défi que nous devons relever.

Par bien des aspects, l'Internationale socialiste est plus forte qu'elle n'était il y a seulement quatre ans à Berlin.

Elle est plus forte sur le plan politique. Les circonstances imposaient de nous fixer, comme objectif premier, la réduction de la fracture qu'a constitué dans notre histoire le schisme communiste. En 1992, nous nous réjouissions des avancées de la démocratie ; mais nous nous inquiétions des difficultés de la social-démocratie, notamment en Europe centrale. Le retour de balancier était allé, là vers le nationalisme, ici vers l'ultra-libéralisme, partout vers la droite ; Aujourd'hui, la social-démocratie est devenue la première force politique en Europe centrale ; la gauche a engagé, voire réussi, un rassemblement que l'histoire rendait plus qu'ailleurs difficile ; la confiance du peuple a souvent été conquise. Et, en Afrique comme en Amérique latine, le communisme, qui avait réussi des percées, est apparu pour ce qu'il était - une espérance tragique - et c'est là aussi vers l'Internationale socialiste que se sont tournées naturellement les forces de gauche.

De manière plus générale, l'Internationale socialiste et également plus forte sur le plan électoral. Nous avons bien sûr connu des défaites, notamment dans des pays que nous gouvernions depuis de nombreuses années, mais souvent des défaites pleines de promesses, comme en France avec Lionel Jospin, ou en Espagne, avec Felipe Gonzalez. Surtout, sans même évoquer les pays où nous avons conservé le pouvoir et sans être exhaustif, nous avons depuis 1992 connu des victoires et des victoires aussi symboliques que significatives .

En Europe : dans l'Union Européenne : victoire en Finlande, en Irlande, en Grèce, au Danemark, en Suède, au Portugal, en Italie, si bien que les sociaux-démocrates dirigent le gouvernement ou y participent dans onze des quinze pays membres.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale : nous l'avons emporté en Macédoine, en Hongrie ou en Pologne et réalisé des scores très prometteurs en Roumanie ou en République tchèque.

En Afrique : alors que nous ne gouvernions il y a peu, que le Sénégal, nous l'avons emporté au Mali et des forces qui se rapprochent de l'IS dirigent le Mozambique, l'Angola, et bien sûr, l'Afrique du Sud.

En Asie : dans ce continent où l'IS n'était quasiment pas implantée il y a peu de temps encore, les sociaux-démocrates ont là aussi conquis ou reconquis le pouvoir dans des pays aussi importants et influents que le Japon, le Pakistan et très récemment l'Inde où le parti du Premier ministre a demandé son adhésion à l'Internationale socialiste.

En Amérique latine et aux Caraïbes enfin : à la suite de nos amis chiliens qui continuent de participer au gouvernement, les sociaux-démocrates l'ont emporté successivement en Jamaïque, aux Barbades, au Costa-Rica, en Colombie et à Saint-Kitt et Nevis.

L'Internationale socialiste est plus forte, enfin, sur le plan de son implantation et quelques chiffres suffisent à témoigner de l'ampleur de la mutation que nous sommes en train de vivre.

L'Internationale socialiste comptait moins de vingt partis membres, en 1951, lors de la reconstitution, près de quarante en 1976, plus de cent dix en 1992, et aujourd'hui, sans doute, plus de cent quarante.

C'est cette force qui constitue paradoxalement notre fragilité même si, disant cela, je sais que l'une et l'autre se situent sur des plans différents : notre force est un acquis, une réalité ; notre fragilité n'est qu'un risque, une virtualité ... qu'il nous appartient précisément de mesurer pour mieux les conjurer.

Si j'ajoute que les priorités politiques de l'Internationale doivent s'adapter aux évolutions du monde et que nos modalités d'actions doivent s'adapter à cette "révolution du nombre" que constitue le triplement, en moins de vingt ans, de nos partis membres, tout nous impose une



réflexion approfondie car beaucoup reste à faire.

Mais nous savons tous que le plus important réside dans le contenu politique de notre message et dans la force symbolique de notre organisation. Et cette Internationale socialiste du XXIème siècle je la qualifierai par quatre adjectifs : une organisation plus offensive sur le plan politique, plus universelle sur le plan géographique, plus cohérente sur le plan idéologique, plus puissante sur le plan électoral.

Une organisation plus offensive sur le plan politique, cela veut dire d'abord dire que nous faisons ce que nous considérons comme les urgences, les priorités, les mots d'ordre qui guident notre engagement commun.

- 1 - combat contre toutes les dictatures et consolidation des démocraties, en leur donnant les moyens de se développer ;
- 2 - lutte contre le chômage par la relance concertée de la croissance avec un programme de grands travaux et la réduction du temps de travail,
- 3 - refonte d'un système monétaire international qui permette de s'attaquer à la spéculation et de réduire les taux d'intérêts.
- 4 - Elargissement du G7, du groupe des sept pays les plus riches, aux cinq continents, pour créer un vrai lieu de débat économique favorisant un développement équilibré et durable,
- 5 - Instauration d'une clause sociale dans les traités commerciaux pour garantir le respect, partout, d'un certain nombre de principes, comme la liberté syndicale ou l'interdiction de l'exploitation des enfants ;
- 6 - réforme de l'Organisation des Nations-Unies, et notamment de la composition et des pouvoirs du Conseil de Sécurité comme le suggère le rapport Carlsson ;
- 7 - Création d'un tribunal pénal international permanent pour que les criminels de guerre sachent que, quel que soit leur rang, quelle que soit leur nationalité, ils auront des comptes à rendre à la communauté internationale ;
- 8 - Interdiction définitive des essais et lutte contre la prolifération nucléaires ;
- 9 - Lutte renforcée et coordonnée contre le blanchiment de l'argent sale, les mafias et le crime organisé ; mais surtout :
- 10 - lutte sous toutes ses formes contre la pauvreté.

Voilà un exemple de ce qui pourrait constituer huit objectifs de l'Internationale socialiste et de ses partis membres pour les prochaines années.

Plus offensive, notre organisation doit aussi être plus universelle sur le plan géographique. Un simple regard sur la carte de notre implantation et de notre représentativité dans le monde suffit à déterminer les priorités.

D'abord, engager un travail en profondeur dans toute l'ex-Union soviétique et en extrême-Orient, zone dans laquelle un vice-président pourrait d'ailleurs commencer par préparer un rapport, notamment sur le communisme en Asie ;

Ensuite, concrétiser les liens que nous avons déjà tissés en Afrique australe, notamment avec l'Afrique du sud ;

Enfin, aider la gauche à poursuivre sa restructuration en Amérique latine.

Comme vous le voyez, l'expansion géographique de l'Internationale socialiste n'est pas encore achevée ! et les organisations régionales, comme le parti des socialistes européens, pourront nous apporter une aide utile en favorisant chacun le dialogue sur leur propre continent.

Plus offensive, plus universelle, je crois que l'IS pourrait aussi être plus cohérente sur le plan idéologique. Nous sommes divers et notre diversité fait aussi partie de notre richesse.

Enfin, l'Internationale pourrait être plus puissante sur le plan électoral. Dans bien des pays, nous nourrissons des espoirs de conquête - comme au Maroc,- de reconquête - comme en Grande-Bretagne - ou de conservation du pouvoir - comme au Mali - et pour ne prendre que quelques

exemples d'élections très proches.

Au-delà, l'Internationale doit pouvoir mieux encore coopérer avec les candidats et les partis qui le souhaitent, non seulement pendant les campagnes électorales mais également en amont, notamment en coordonnant davantage l'action de ses partis et de ses fondations.

Je termine en vous citant trois initiatives de l'Internationale socialiste.

Shimon Peres - bouleversant. Après le tragique attentat perpétré contre Itzhak Rabin, après la cruelle déception électorale de juin dernier, après la récente poignée de main entre le Premier ministre israélien et le Président de l'autorité palestinienne que l'on a attendue trop longtemps, et qui a duré trop peu de temps, nous sommes inquiets pour le processus de paix auquel les sociaux-démocrates ont tant contribué. Nous voulons la paix et sommes fiers de compter côte à côte comme membres de l'Internationale socialiste, la gauche israélienne et désormais le Fatah palestinien. Sans la paix, pas de développement, pas de gestion sociale, pas d'avenir.

Nous avons reçu et écouté Bill Jordan qui vient d'être élu secrétaire général de la confédération internationale des syndicats libres qui représente une grande histoire, 187 organisations, 126 millions de syndiqués et avec lequel nous sommes décidés à approfondir notre coopération - et pourquoi pas, à mener des actions communes. La paix, l'action politique et syndicale, deux voies qui sont les nôtres et où vous avez innové et pris bien des initiatives dans votre passé historique.

Rien ne peut se faire rapidement, nous avons créé une commission présidée par Felipe Gonzalez qui, avec une dizaine de membres autour de lui pourra préparer et nous faire un rapport sur notre adaptation au nouveau monde. C'est à Rome en janvier prochain que nous discuterons de nos orientations et la commission nous déposera son rapport dans 12 mois, 18 mois, deux ans, le temps d'associer tous les partis membres et de pouvoir franchir la ligne de l'an 2000 avec une Internationale adaptée au XXIème siècle. Cette volonté d'avenir, je l'avais appelée de toutes mes forces dans mon discours d'ouverture du congrès de New-York. L'Internationale est une extraordinaire réussite. d'unité, de combat.

Quand on veut s'opposer à la droite en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe, un seul combat, celui de notre Internationale, qui doit rester symbole de paix et d'unité, mais devenir la grande force d'avenir au service du bien être et pourquoi pas d'un nouvel Etat-providence. Nous n'y sommes pas. Mais nous avons la volonté d'avancer, d'avancer, d'avancer toujours. Je vous souhaite un excellent séminaire et de bons travaux. Tous mes vœux vous accompagnent.